

Université et Proche-Orient**une relation p**

La communauté universitaire de Genève a tissé des liens nombreux et très variés avec la région du Proche-Orient. A la fois sujet d'études politiques, sociales ou économiques et source de collaborations scientifiques fructueuses, Israël et la Palestine représentent une destination de choix pour la curiosité des chercheurs genevois. La science n'y est pas morte, au contraire. Elle y représente un espoir. Un espoir de sortir du tunnel de la haine et de la guerre. Et surtout un espoir de reconstruction quand le temps de la paix sera revenu. Les articles qui suivent ont pour but d'illustrer toutes les formes d'interaction qui existent entre notre institution et cette région troublée.

L'Université de Genève, sise dans une ville reconnue pour son ouverture internationale et son œuvre de paix, ne peut rester en marge du débat sur la résolution de conflit. Et si plusieurs chercheurs s'y consacrent individuellement, il manque encore un véritable projet d'enseignement et de recherche commun sur ce thème. Affaire à suivre...

Dossier préparé par
Vincent Monnet et Anton Vos
Photographies: Jean Mohr

Jérusalem, 1979



articulière

L'accord de Genève,



Que reste-t-il de ce document rendu public en décembre 2003 et signé par une soixantaine de personnalités israéliennes et palestiniennes? Et que peut faire l'Université de Genève en matière de résolution de conflits? Entretien avec le principal promoteur de l'accord de Genève, le professeur Alexis Keller

L'accord de Genève, c'est un peu son idée. Alexis Keller, professeur au Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques depuis novembre 2004, a été de bout en bout un des principaux médiateurs des négociations entre représentants palestiniens et israéliens qui ont abouti en décembre 2003 à un texte qui décrit le statut définitif d'un futur Etat palestinien et dessine ses frontières dans les moindres détails.

Campus: L'accord de Genève a été signé il y a plus d'une année. Quel a été son impact sur le conflit israélo-palestinien?

► Alexis Keller: Quand nous avons lancé le projet le 1er décembre 2003, il était très clair pour tous que rien ne se passerait avant la réélection ou la défaite de George W. Bush aux présidentielles américaines de novembre 2004. Par «tous», j'entends non seulement les Palestiniens et les Israéliens signataires de l'accord, mais aussi les médiateurs, les gouvernements suisses et étrangers qui nous ont soutenus, l'Union européenne, etc. L'année 2004 allait donc être une année de transition. L'accord de Genève, nous le savions aussi, n'allait pas entraîner de révolution immédiate. Il a néanmoins permis des avancées très significatives.

Lesquelles?

► Premièrement, l'accord de Genève a montré qu'il existe de part et d'autre des partenaires capables de s'entendre pour instaurer une paix juste et durable

fondée sur la coexistence de deux Etats – qui est de mon point de vue la seule solution possible. Et, pour l'instant, notre document est le seul modèle viable qui permet d'y parvenir. Contrairement aux initiatives antérieures, c'est la première fois dans l'histoire de ce conflit que l'on obtient un accord signé par une soixantaine de personnalités représentatives de leurs populations. Deuxièmement, il a obligé le premier ministre israélien à réagir, notamment par la mise en place du plan de retrait unilatéral de la bande de Gaza. En effet, dans son discours du 14 avril 2004, Ariel Sharon, très opposé

à l'accord, justifie sa décision en estimant que «seule une initiative israélienne nous empêchera d'être entraînés dans des initiatives dangereuses comme celle de Genève».

L'accord semble pourtant avoir disparu de la scène médiatique. Est-il encore d'actualité sur le terrain?

► Bien sûr. C'est vrai qu'on en parle beaucoup moins, sauf peut-être à l'occasion de son premier anniversaire en décembre. Tant mieux d'ailleurs. Je préfère un travail discret. Les coups médiatiques ne sont jamais propices aux avancées diplomatiques. Depuis plus de

douze mois, la promotion de l'accord s'est néanmoins poursuivie de manière classique à l'aide de campagnes de presse, de débats télévisés ou de réunions politiques, qui se déroulent souvent par petits groupes. Ainsi, à de nombreuses reprises, des militaires israéliens se sont rendus dans des kibboutz pour présenter les principes de l'accord. L'armée est en effet très présente dans le projet. Quatorze signataires sont des militaires, dont l'ancien chef d'état-major de l'armée israélienne. C'est assez logique puisque d'un point de vue purement



un an après



Jérusalem, 1979

sécuritaire, ce texte représente pour les Israéliens le moyen politique, parallèlement aux moyens militaires, de sortir du cercle vicieux de la violence et du terrorisme palestinien.

Vous affirmez que les signataires sont représentatifs de leur population. Pourtant, les principaux instigateurs de l'accord, l'Israélien Yossi Beilin et le Palestinien Yasser Abed Rabbo, n'étaient pas en odeur de sainteté dans leurs camps respectifs il y a un an. Cela a-t-il changé?

► Non pas vraiment, mais il faut préciser les choses. Si Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo ont été les plus médiatisés, ils ne sont que deux signataires parmi

57 autres. Cette focalisation de l'attention sur ces deux personnes n'a d'ailleurs pas manqué de créer des tensions à l'intérieur des délégations. Chacune d'entre elles compte dans ses rangs d'autres poids lourds politiques respectés et crédibles dans leur population respective, qui n'ont pas toujours accepté d'être mis à l'écart de la scène médiatique. C'est malheureusement le jeu de la politique, et l'accord de Genève en a pâti. Mais il faut être clair: il s'agit de l'accord de Genève, et non de celui de Beilin-Rabbo. Cela dit, Yossi Beilin, c'est vrai, n'est pas représentatif en Israël du courant de centre gauche ou de centre droit. Les militaires signataires le sont davantage. On trouve

Amram Mitzna, ancien chef du Parti travailliste, et encore un ancien numéro 2 du Mossad (le service de sécurité extérieure d'Israël) et un ancien patron du Shin Bet (le service de sécurité intérieure). Quand ces derniers parlent de l'accord de Genève en Israël, on les écoute. Yossi Beilin, non.

Et en face?

► Du côté palestinien, le jeu est plus subtil. Yasser Abed Rabbo n'est pas représentatif dans la mesure où il appartient à un parti politique, le Fida, qui ne rallie que 4 ou 5% des voix de la population palestinienne. En revanche, il est un des plus vieux compagnons de route de Yasser Arafat et d'Abou Mazen. ▸

notamment parmi eux le général Amnon Lipkin-Shahak, ancien patron de l'armée israélienne et ancien ministre du gouvernement Barak, le général



Birzeit, 1984

Il est un des trois fondateurs rescapés du Conseil national palestinien. Il est aussi le plus respecté de la vieille garde, car le moins corrompu. Et quand il signe l'accord de Genève, Yasser Abed Rabbo est tout de même ministre dans le gouvernement d'Abou Mazen. Ce n'est donc pas n'importe qui. En outre, il y a six ministres palestiniens en exercice qui sont signataires de l'accord, dont certains représentent la tendance «dure» du Fatah-Tanzim.

Les autres signataires que vous évoquez jouent-ils aussi leur rôle de promoteur de l'accord? Ce texte ne leur sert-il pas seulement d'alibi politique?

› Ne nous faisons pas d'illusions, l'accord de Genève est un alibi politique pour tout le monde. Y compris pour vous, qui écrivez un article, et pour moi, qui peux m'exprimer dans les médias. Tout cela ne pose toutefois aucun problème dans la mesure où les intentions

des uns et des autres restent concentrées sur les mêmes objectifs de paix.

George W. Bush a été réélu. Cela signifie-t-il que l'accord de Genève restera en veilleuse durant quatre années supplémentaires?

› Je ne crois pas. La réélection de George W. Bush n'est pas forcément un désavantage pour le processus de paix dans la région. Le président américain sera dans une position unique pour imposer des compromis aux deux parties. Il sera impossible à Ariel Sharon, qui a été soutenu durant quatre ans de manière inconditionnelle par les Etats-Unis, de ne pas céder aux pressions «amicales» de son allié. Du côté des Palestiniens, la mort de Yasser Arafat a complète-

ment changé la donne. Le rais était un frein pour tout le monde. Il sera désormais tout aussi difficile pour les deux protagonistes que pour les Américains de ne pas rapprocher leurs positions. Par ailleurs, je pense que Bush est acquis, intellectuellement et idéologiquement, à la solution des deux Etats. La preuve en est son discours du 23 juin 2002, au cours duquel, pour la première fois aux Etats-Unis, un président améri-

«George W. Bush est en train de comprendre qu'il y a un lien entre le terrorisme et le conflit israélo-arabe»

Le document dans ses grandes lignes

► Israël évacue l'essentiel des Territoires occupés à partir de juin 1967 et un Etat palestinien viable, mais démilitarisé, y est créé. L'Etat hébreu se retire de 97,5 % des Territoires occupés de la Cisjordanie, les 2,5% restants étant compensés par l'extension de la bande de Gaza. Un «corridor», qui reste sous souveraineté israélienne, est créé entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. Israël peut annexer certains blocs de colonies contiguës à sa frontière – notamment les colonies de Maale Adoumim, Givat Zeev, Modiin illit, Gilo et Goush Etzion.

► Jérusalem deviendrait la capitale des deux Etats, sur le principe des «paramètres Clinton»: ce qui est juif doit rester sous souveraineté israélienne et ce qui est arabe doit passer sous souveraineté palestinienne. Israël contrôlerait le mur des Lamentations et l'Etat palestinien l'esplanade de la mosquée d'Omar située juste au-dessus.

► En échange du partage de la Ville sainte, les Palestiniens renoncent au droit au retour des réfugiés ayant fui ou ayant été chassés de leurs terres en 1948 (création d'Israël) et en 1967. Quelques milliers de réfugiés pourraient tout de

même se réinstaller dans l'Etat hébreu dans le cadre d'une politique dite «de réunion des familles», cette dernière mesure étant laissée à la souveraine discrétion de l'Etat d'Israël.

► On fera recours à une «tierce partie» pour contrôler l'application des décisions prises de part et d'autre. Ce groupe de coordination et de vérification (IVG), qui comprendra les principaux pays de l'OTAN et qui sera épaulé par une force multinationale dirigée par les Etats-Unis, garantira aux deux parties la sécurité et contribuera à la mise en place de la police palestinienne pendant une durée variant de trois à cinq ans.

tif de l'Etat palestinien et de ses frontières. A ce propos, je défends l'idée que l'on devrait commencer par cette troisième phase tout en attendant pour la mettre en œuvre que les deux autres soient terminées. Cela permettrait de donner aux deux parties une vision claire de ce que sera la fin du tunnel. L'accord de Genève est d'ailleurs une manière d'en finir une fois pour toutes avec l'ambiguïté des Accords d'Oslo. Les délégations s'étaient alors mises d'accord sur les grands principes en se disant qu'elles négocieraient les détails plus tard. Cela s'est terminé avec la seconde Intifada. L'accord de Genève s'est intéressé aux détails d'abord.

L'accord de Genève subit des critiques. En septembre, Carlo Sommaruga, conseiller national genevois socialiste, est revenu d'un voyage en Palestine en estimant que «la Suisse doit sortir de la logique de l'Initiative de Genève. Elle ne doit pas se contenter d'un rôle de facilitateur, mais aussi mettre la pression sur Israël». Qu'en pensez-vous?

► Je suis heureux de voir qu'après un voyage et une rencontre avec Yasser Arafat, Carlo Sommaruga a trouvé la solution au problème. Je refuse de voir la situation comme un face-à-face entre les bons et les méchants. Ce conflit est enraciné dans une histoire complexe et les responsabilités sont partagées. Je rencontre souvent des adversaires de l'accord de Genève et quand je leur pose la question «quelle est votre alternative?», ils sont incapables de me donner une réponse crédible.

Est-ce que l'Université de Genève soutient l'accord de Genève? Doit-elle s'impliquer davantage dans l'étude de résolution de conflits?

► Ce serait une très bonne chose que l'Université développe des programmes d'étude de résolution de conflits, un peu sur le modèle des *case studies* américains. Mais ces programmes ne seront

cain a mentionné la nécessité pour le Proche-Orient de deux Etats vivant côte à côte et en sécurité. Cela dit, on jugera sur pièces. Mais il me semble également que le président américain est en train de comprendre, lui et son équipe, qu'il y a un lien entre la lutte contre le terro-

risme et le conflit israélo-arabe. Et que l'on ne combat pas le terrorisme seulement par les moyens militaires, mais aussi par des avancées politiques.

Si George W. Bush veut faire avancer le processus de paix, il choisira de suivre la feuille de route. Quelle est la place de l'accord de Genève dans cette voie?

► La feuille de route comporte trois phases. Durant la première, l'Autorité palestinienne doit lutter sérieusement contre le terrorisme et Israël doit arrêter l'expansion des colonies. La deuxième correspond à la proclamation d'un Etat palestinien intérimaire. L'accord de Genève, sans y être officiellement lié, représente un modèle pour la troisième phase, qui est la négociation du statut défini-

Jérusalem, 2003



Chronologie

> **13 septembre 1993:** Après six mois de négociations secrètes à Oslo, l'Etat d'Israël et l'OLP (Organisation de la libération de la Palestine) signent à Washington un accord de principe sur une autonomie palestinienne transitoire.

> **1er juillet 1994:** Yasser Arafat revient en terre palestinienne après vingt-sept ans d'exil. Il forme à Gaza une structure autonome, l'Autorité nationale palestinienne, dotée d'un gouvernement.

> **4 novembre 1995:** Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin est assassiné par un ultraorthodoxe juif.

> **1996:** Election du dirigeant du Likoud Benjamin Netanyahu au poste de premier ministre israélien. Il remplace le travailliste Shimon Peres, alors que les pourparlers de paix ont commencé à s'embourber.

> **Mai 1999:** Le travailliste Ehoud Barak devient premier ministre de l'Etat d'Israël. Les négociations israélo-palestiniennes retrouvent un nouvel élan.

> **28 septembre 2000:** Eclatement de la seconde Intifada (révolte des pierres) palestinienne à la suite de la visite de l'ex-général israélien Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem.

> **27 janvier 2001:** A Taba, en Egypte, les négociations entre Israéliens et Palestiniens échouent sur le fil.

> **6 février 2001:** Election du «faucon» Ariel Sharon à la tête du gouvernement israélien.

> **Été 2001:** L'universitaire genevois Alexis Keller propose un pari à Yossi Beilin: terminer les négociations de Taba. Yasser Abed Rabbo, familier des deux hommes, accepte à son tour. L'«Initiative de Genève» est lancée.

> **Octobre 2001:** Yossi Beilin est à Genève pour une conférence organisée par Pierre Allan et Alexis Keller. Des discussions ont lieu en marge de la conférence.

> **Mai 2002:** La négociation commence. Pour financer les déplacements de ses interlocuteurs, Alexis Keller sollicite des financiers privés. Un chalet des Alpes bernoises sert de lieu de rencontre.

> **Mars 2003:** Informé dès l'automne 2002, le Département fédéral des affaires étrangères accepte de jouer les «facilitateurs». Urs Ziswiler, Paul Fivat et Nicolas Lang, trois diplomates suisses spécialistes du Proche-Orient, soutiennent Alexis Keller dans les négociations.

> **12 octobre 2003:** Une ultime réunion en Jordanie permet aux négociateurs de boucler le texte final de l'«accord de Genève», qui compte 17 articles. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, furieux, dénonce ses promoteurs juifs comme des «traîtres».

Palestine, 1979



pas très consistants, ni très crédibles d'ailleurs, tant que l'on n'y aura pas associé des praticiens.

C'est-à-dire?

Des gens qui ont été confrontés à la réalité du terrain: cela ne sert à rien de construire un pôle d'excellence ou un projet de recherche sur ce genre de thèmes si l'on ne fait pas appel aux individus qui ont des compétences avérées en la matière. Je pense même que les professeurs qui aspirent à enseigner les disciplines liées à l'étude des conflits devraient avoir connu des situations de conflits de l'intérieur. Il ne s'agit pas de se borner à parler avec les collègues des universités de la région concernée, mais de se retrouver en situation réelle de

négociation avec des acteurs politiques ou militaires, par exemple. Cela fait plus d'une année que je travaille à temps partiel aux Etats-Unis et j'ai eu l'occasion de rencontrer dans les universités américaines des spécialistes des résolutions de conflits. C'est une discipline qui est enseignée là-bas depuis trente ou quarante ans. Ces professeurs sont très souvent d'anciens diplomates ou des membres d'ONG ayant été confrontés à la pratique de la négociation. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'à Harvard, le *programm on negotiations* est rattaché à la Faculté de droit. Et il y a une raison historique à cela. En effet, la formation juridique américaine, marquée par la tradition de la *common law* fait beaucoup plus appel

à la rhétorique et à la négociation que la formation juridique européenne continentale. Aux Etats-Unis, où le droit peut être vu comme une suite ininterrompue de solutions pratiques et pragmatiques, l'avocat est naturellement habitué aux médiations de toutes sortes. C'est son travail quotidien. Et il en retire une expérience d'une grande richesse pour les étudiants.

Que pourrait faire l'Université de Genève concrètement?

› Elle pourrait, par exemple, encourager ses membres – professeurs et étudiants – à être plus actifs dans le domaine «international», au sens large du terme. Cela signifie par exemple rédiger des *foreign policy papers* pour un gouvernement ou une ONG, participer à des missions diplomatiques, travailler avec les organisations internationales, avec des équipes des Nations unies, du CICR ou de certaines ONG sur le terrain, etc. Ce n'est malheureusement pas assez le cas aujourd'hui. Je

suis parfaitement conscient qu'il y a de nombreuses contraintes, notamment institutionnelles, au rapprochement entre la théorie et la pratique des relations internationales. De plus, les activités de recherche et d'enseignement prennent beaucoup de temps. Mais dans d'autres pays d'Europe – sans parler des Etats-Unis – ce rapprochement s'est avéré possible et très fructueux, notamment pour la crédibilité des programmes de formation. Alors, pourquoi ne pas essayer ici? ■



Give «PEACE» a chance

L'Université de Genève participe depuis dix ans à un programme destiné à développer la collaboration entre universités occidentales et palestiniennes. Une mission qui exige patience, abnégation et imagination

Dans un pays sans ressources, comme la Palestine, l'éducation représente un outil essentiel de développement. Dénué de visées politiques, le programme PEACE* a un double objectif: assurer l'accès de tous au savoir dans cette région, conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme, et contribuer à la mise sur pied d'un système éducatif universitaire efficace dans les Territoires occupés. Bénéficiant de l'appui de l'Union européenne et de l'Unesco, le projet a été lancé par un groupement d'universités européennes, américaines et palestiniennes en 1991, au lendemain des Accords d'Oslo. Il regroupe aujourd'hui près de 80 institutions, mais sa destinée reste intimement liée aux aléas de l'actualité et à l'évolution du processus de paix. Compte tenu de la dégradation de la situation sur place, puis du décès de Yasser Arafat, les deux dernières réunions de ses membres ont ainsi dû être ajournées. Comme l'explique William Ossipow, professeur au Département de science politique et délégué du Rectorat de l'Université de Genève pour ce programme, il aura donc fallu beaucoup de patience, d'abnégation et d'imagination pour éviter que PEACE ne sombre.

Départ en fanfare

«Genève a rejoint le programme PEACE en 1994, rappelle le politologue. J'avais un intérêt personnel et professionnel pour cette région, qui est un vrai cas d'école en matière de science politique. Connaissant cet intérêt, le Rectorat m'a donc désigné comme son

délégué au sein de ce programme, ce qui nous a permis de rejoindre l'aventure, comme nos consœurs de Fribourg et de Lausanne.» Sur place, ces premières années sont celles de l'euphorie. Très fiers de leurs universités (lire ci-contre), les Palestiniens déploient des banderoles pour accueillir le second congrès de PEACE, qui se tient à Naplouse en novembre 1996. Yasser Arafat y a d'ailleurs fait une entrée très remarquée en hélicoptère. Portées par un climat favorable, quelques avancées sont alors réalisées. Certains programmes sont ainsi organisés en commun et de nouvelles filières sont introduites, avec notamment une chaire d'archéologie à Birzeit et une autre en études des droits de l'homme à Naplouse. La mise sur pied d'un système de bourses permet également à un nombre encore relativement réduit de candidats (douze entre 1998 et 2001) de mener à terme leur formation ou de la compléter par un séjour à l'étranger. Des projets naissent par ailleurs dans des disciplines comme les mathématiques appliquées à l'économie, la coopération, le développement local et le transfert de technologies ou le droit, mais avec un succès moins évident.

Sur le terrain, les difficultés s'accroissent rapidement. Avec le déclenchement

de la seconde Intifada, la sécurité devient chaque jour problématique. Loin d'être épargnées, les universités palestiniennes subissent de continues tracasseries quand elles ne sont pas tout simplement fermées. Le bouclage fréquent de certaines zones rend également les transports très difficiles et certains étudiants sont fréquemment

Très fiers de leurs universités, les Palestiniens déploient des banderoles dans les rues de Naplouse pour accueillir le second congrès de PEACE

dans l'impossibilité de rejoindre leur campus ou leur domicile. Sans compter le manque de cadres, de nombreux enseignants ayant quitté la région – de plein gré ou sous la contrainte –, tandis que d'autres intègrent le Ministère de la haute éducation, interlocuteur désormais incontournable, mais souvent chaotique, des membres du programme PEACE.

«A l'image du processus de paix, notre projet commun était au point mort, commente William Ossipow. Nos opérations collectives ont été mises en veille en attendant une éventuelle amélioration de la situation et plusieurs de nos réunions ont été ajournées



Gaza, 2002

accords internationaux, je suis en effet persuadé que les relations personnelles jouent un rôle capital face à ce type de problématique. Cela crée un tissu, certes modeste, mais solide.»

Synergie naissante

C'est ainsi qu'en mai 2000, un juriste, un politologue, un économiste et quelques experts en hydrologie venus de Genève ont pu échanger leurs vues avec leurs confrères palestiniens autour du thème de l'eau, dont la gestion est capitale pour l'ensemble de la région. Couronnée de succès, cette rencontre a permis non seulement de créer des contacts humains, mais aussi de poser les bases d'un projet baptisé «Geneva Water Network». Encore embryonnaire aujourd'hui, cette structure devrait pouvoir s'appuyer sur les compétences réunies à Genève en la matière, notamment du côté du Département de géographie et de l'Institut Forel, voire de la future Faculté de l'environnement et du développement durable. Une synergie

ou annulées. Tout semblait bloqué.» C'est dans ce contexte que l'Université de Genève a décidé de reprendre l'initiative, quitte à sortir quelque peu du chemin tracé. «Le Rectorat disposait d'un petit budget permettant de financer un boursier dans le cadre du programme PEACE, mais nous n'arrivions pas à trouver le candidat idéal, poursuit le politologue. J'ai donc pensé qu'il serait plus efficace de consacrer l'argent dont nous disposions à l'organisation d'un colloque au sein d'une institution palestinienne. Davantage que les grands

naissante qui s'est d'ailleurs rapidement concrétisée par l'accueil d'un boursier palestinien recruté dans le cadre du colloque et qui met aujourd'hui la dernière main à une thèse de doctorat en hydrologie. Dans la foulée, un second chercheur a pu être accueilli, cette fois au sein du Centre universitaire d'étude des problèmes de l'énergie (CUEPE). Par ailleurs, un certain nombre de projets sont également à l'étude dans le cadre d'une collaboration avec la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation dont l'expertise pourrait être très utile dans les écoles et auprès des enfants traumatisés par la guerre. ■

** Programme for Palestinian/European Academic Cooperation in Education
www.unesco.org/general/eng/programmes/peace-palestine/*

Hébron, 1979



Israël, 1979

Le grand chantier du savoir

Le site internet du programme PEACE dénombre aujourd'hui onze universités sur le territoire géré par l'Autorité palestinienne (Al-Aqsa University, Al-Azhar University, Al-Quds University, Al-Quds Open University, An-Najah National University, Arab American University of Jenin, Bethlehem University, Birzeit University, Hebron University, The Islamic University of Gaza, Palestine Polytechnic Institute). L'ensemble de ces institutions délivre des titres de Bachelor et de Master. Quatre «collèges universitaires» proposent également des formations de Bachelor. La plupart des universités palestiniennes sont des institutions privées à but non lucratif. Un Conseil de l'éducation a été mis sur pied dès 1977 pour assurer une meilleure coordination entre elles

au niveau national. Il a été remplacé en 1996 par un Ministère de la haute éducation, chargé de gérer l'ensemble du secteur post-secondaire. Selon les derniers chiffres publiés dans le cadre du programme PEACE, les universités de Palestine regroupaient 52 000 étudiants inscrits et 1678 diplômés pour un corps professoral composé de 2215 membres durant l'année 1997-1998.

La science, outil de paix

Ayman Abu Alkhair est l'un des deux étudiants palestiniens arrivés cette année à Genève grâce à une bourse du programme PEACE. Témoignage

«*C'était peut-être un peu plus difficile qu'ailleurs*», dit-il sobrement. La trentaine souriante, Ayman Abu Alkhair a grandi dans un camp de réfugiés à Nurshams, près de Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie. Comme son compatriote Nidal Salim, intégré à l'Institut Forel, il étudie désormais à Genève pour une période d'un an, grâce à une bourse obtenue dans le cadre du programme PEACE (lire en page 20). Un passage au sein du Centre universitaire d'études des problèmes de l'énergie (CUEPE), que Ayman Abu Alkhair perçoit comme un atout important non seulement pour

son avenir personnel, mais aussi pour celui de son pays. «*En Palestine, l'éducation est depuis longtemps un domaine auquel les familles consacrent une large part de leurs ressources, explique-t-il. Notre goût pour la culture et l'instruction est ancré dans l'histoire et on compte aujourd'hui moins de 10% d'illettrés en Palestine (95% des hommes et 87% des femmes sachant lire et écrire), ce qui nous place en tête des pays arabes. Et ceci ne doit rien au hasard: l'accès au savoir représente pour nous un moyen essentiel d'entrevoir un avenir meilleur.*»

Lorsque éclate la première Intifada, Ayman Abu Alkhair termine ses études

secondaires à Tulkarem. Plus question, dans ces conditions, de poursuivre une formation sur place. «*Je connais personnellement des étudiants à qui il a fallu huit ans pour terminer un diplôme qui, ailleurs, peut se faire en trois ou quatre ans au maximum*, raconte le jeune homme. *Je ne voulais pas prendre ce risque, je suis donc parti.*» Sans autre appui que celui de sa famille, dont le revenu reste pourtant modeste, le jeune homme prend le chemin de la Jordanie voisine, le temps d'achever une formation en économie. A son retour, il rejoint les rangs de l'Autorité palestinienne pour intégrer

son tout nouveau Centre de statistiques. Un emploi de fonctionnaire qui va lui ouvrir les portes de l'Europe. C'est en effet dans le cadre d'un accord de coopération avec la France que le jeune chercheur se voit proposer un stage d'un an à l'Institut régional d'administration de Lille. L'expérience est une première étape. Deux mois à peine après son retour en Palestine, ses valises sont en effet à nouveau prêtes. Objectif: réaliser un diplôme d'études supérieures en économie au sein de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Un travail qui doit lui permettre de poser les bases d'une thèse de doctorat consacrée à l'approvisionnement électrique en Palestine, dont 90% provient actuellement d'Israël. C'est en



Jérusalem, 1979

Une thèse en eaux troubles

Ancien employé du Service des eaux de l'Autorité palestinienne, Nidal Salim réalise une thèse sur l'hydrogéologie à l'Institut Forel. Un travail qu'il espère utile pour son pays natal

«*Nous ne pouvons pas résoudre le problème de l'approvisionnement en eau en Palestine sans le concours des Israéliens et inversement. Même si nous sommes en conflit, nous devons coopérer pour le bien-être de nos enfants. Les ressources en eau, leur quantité et leur qualité, ne connaissent pas les frontières politiques.*» Telle est la conviction de Nidal Salim, Palestinien originaire de Ramallah en Cisjordanie. Après avoir longtemps travaillé pour le Service des eaux de l'Autorité palestinienne, il s'est lancé, il y a deux ans, dans une thèse en hydrogéologie à l'Institut Forel. Nidal Salim est arrivé à Genève grâce au programme PEACE. D'autres universités européennes lui étaient

ouvertes, mais c'est la ville suisse qui l'a le plus attiré. «*Le statut international de Genève a été déterminant dans mon choix*», souligne-t-il.

Sous la direction du professeur Walter Wildi, il étudie le cycle hydrologique de la région de Palestine, d'Israël et de Jordanie. Son travail consiste à créer des modèles permettant de restituer les conditions réelles et de calculer les effets provoqués par la variation de facteurs comme le climat (température, précipitations), le cycle de l'eau et l'activité humaine, ainsi que l'interaction entre ces facteurs. A sa disposition: des images satellites, un système d'information géographique, des données de terrain qu'il a emme-

nées avec lui (il ne peut actuellement pas retourner sur place pour des raisons de sécurité) et une solide connaissance de sa région natale. «*Les résultats de mon travail – que je terminerai fin 2005 ou début 2006 – devraient représenter un outil utile pour les autorités de mon pays*, estime Nidal Salim. *La problématique de l'approvisionnement en eau a des implications sociales, économiques et environnementales pour toute la région. Une bonne gestion nécessite de disposer d'informations les plus exactes possible quant aux ressources. Et sur ce point, il y a de véritables lacunes en Palestine.*» Le doctorant palestinien s'est plus particulièrement penché sur la région située entre Jérusalem et Hébron. En plus

de représenter une terre sainte pour à peu près tout le monde, cette zone possède une géologie particulière. «*La structure du réservoir aquifère situé dans le sous-sol est compliquée*, explique Nidal Salim. *Il y a beaucoup de failles dans différentes directions, ce qui rend très difficile l'estimation de la quantité d'eau stockée dans l'aquifère par les méthodes habituelles. A titre d'exemple, j'arrive à la conclusion que la quantité officielle de 180 millions de m³ d'eau attribuée à la partie palestinienne par les accords d'Oslo est tout simplement irréaliste et que cette eau n'est pas disponible. Une étude scientifique approfondie est nécessaire afin de redéfinir les ressources et leur utilisation.*» ■

«L'accès au savoir représente pour nous un moyen essentiel d'entrevoir un avenir meilleur»

cherchant des informations sur le sujet qu'il tombe sur un ouvrage de Franco Romerio, maître d'enseignement et de recherche au sein du CUEPE. «*Je me suis rapidement renseigné sur les activités du Centre, qui répondaient parfaitement à ce que je cherchais*, se souvient Ayman Abu Alkhair. *J'ai donc pris contact afin de présenter mon projet. Franco Romerio s'est*

oppose Israël et la Palestine, à quelques petites réserves près: «*Ici, les gens réduisent souvent la Palestine aux événements qui se passent à Gaza ou à Ramallah. Mais qui a déjà entendu parler de Qalqilyah, une ville désormais encerclée par le mur de Sharon et dont les habitants ne peuvent plus sortir sans en demander l'autorisation à l'armée israélienne.*»

ensuite occupé de faire le lien avec le programme PEACE et j'ai pu bénéficier d'un financement pour une année d'étude à Genève.»

Arrivé sur les rives du Léman en novembre, Ayman Abu Alkhair retire l'impression d'une population bien informée sur le conflit qui

Ayman Abu Alkhair est pourtant certain que les choses finiront par changer, «*parce que nous ne pouvons tout simplement pas nous arrêter de vivre*», il est convaincu que des expériences comme la sienne ne peuvent avoir que des conséquences positives. «*On pourrait penser que, pour un pays dans un tel état, la science et la recherche ne sont pas des priorités. En réalité, donner la possibilité à des étudiants palestiniens d'être formés dans des institutions européennes, d'y acquérir un savoir-faire et une expérience pratique, c'est nous donner les moyens de former les cadres dont le pays aura besoin demain. A bien des égards, je suis convaincu que la science permettra de reconstruire ce que la guerre a détruit.*» ■

www.unige.ch/cuepe/html/

Entre Genève et Israël, une toile très dense

De nombreux chercheurs de l'Université de Genève collaborent avec des équipes israéliennes. La question palestinienne apparaît toujours en toile de fond. Florilège

Jean Pierre Eckmann, professeur au Département de physique théorique et à la Section de mathématiques, collabore depuis vingt ans avec des chercheurs israéliens. Il se rend dans la région en moyenne une ou deux fois par an. «J'ai visité tous les établissements universitaires du pays où l'on pratique la physique théorique: le Weizmann Institute, le Technion à Haïfa et bien d'autres», note-t-il. Au point de développer pour la région un réel attachement: «Il y fait chaud toute l'année et les collaborations sur place sont très fructueuses. C'est aussi un pays jeune. Les gens là-bas ont plus confiance en eux. Ils sont fiers d'être chercheurs et du fait que leur pays soit à la pointe de la technologie et de la connaissance. Cela crée une ambiance très productive et très dynamique. Les doctorants, eux, ont tous dû effectuer deux ou trois ans de service militaire avant de commencer leur thèse. Ils sont donc plus âgés et plus mûrs qu'en Suisse.»

Depuis 1985, date à laquelle il établit un premier contact professionnel avec l'Etat hébreu, Jean Pierre Eckmann assiste, par petites touches impressionnistes, à l'histoire tourmentée du pays. «Au début, on pouvait faire du tourisme dans ce qu'on appellera plus tard les Territoires occupés», se souvient-il. La première Intifada, qui éclate en décembre 1987, met subitement fin à cette relative liberté de mouvement. Après les Accords d'Oslo de 1993, l'atmosphère se détend. «On pouvait de nouveau se rendre à Bethléem le week-end pour faire des courses quand tout était fermé côté Israélien, note-t-il. Il y a même eu une conférence en mathématiques qui s'est déroulée en territoire palestinien. Des chercheurs israéliens y ont assisté. Ces derniers avaient déjà passé la frontière par le passé pour participer



Kibbouz Kerem Shalom (Negev), 1979

à des rencontres scientifiques, mais seulement grâce à un deuxième passeport, américain par exemple.» Un moment de grâce qui vole en éclats lors de l'éclatement de la seconde Intifada en 2000.

Selon Jean-Pierre Eckmann, si l'on retrouve tout le spectre des opinions politiques parmi les universitaires israéliens, ces derniers sont en moyenne plus à gauche que le reste du pays. Tous se sentent politiquement impliqués dans la marche de l'Etat hébreu. Le chercheur genevois, lui, n'a jamais visité les universités des Territoires occupés. «Les universités palestiniennes n'ont souvent pas le niveau scientifique requis, estime-il. Pour les étudiants, il est très difficile de se former dans de bonnes conditions. L'accès aux universités

israéliennes est semé d'embûches. Il y a bien une poignée d'Arabes palestiniens au Weizmann Institute. Mais aujourd'hui, il leur est presque impossible de se rendre sur leur place de travail ou de rentrer chez eux.»

Planètes extrasolaires

L'Observatoire de Genève a lui aussi tissé des liens avec des astronomes israéliens depuis longtemps. Cette collaboration a commencé avec un projet sur les étoiles binaires. «Nos collègues de l'Université de Tel-Aviv participaient activement aux analyses statistiques sur les données que nous leur envoyions, explique Stéphane Udry, maître d'enseignement et de recherche à l'Observatoire. Ils sont très bons dans cette discipline. Cette collaboration inclut une

s'est tissée

équipe de Boston. Le champ de recherche s'est maintenant élargi à la détection de planètes extrasolaires. Nous procédons également à des échanges d'étudiants ou de post-doc. Un Israélien, qui a passé une année à Genève, vient d'ailleurs de retourner chez lui.»

Les contacts personnels du chercheur genevois avec ses collègues israéliens sont excellents. «Le professeur avec qui nous travaillons est actif politiquement dans un parti religieux modéré, explique-t-il. Plutôt de gauche, il était impliqué, avant l'assassinat de Yitzhak Rabin, dans des discussions au niveau gouvernemental sur des dossiers tels que le partage des eaux et la paix. Il est très facile de discuter avec lui. La collaboration avec ces chercheurs d'un pays en guerre s'avère parfois plus simple qu'avec ceux empreints d'une culture anglo-saxonne de compétition à outrance.»

Autre exemple: en matière de diabétologie, l'Université de Genève et les centres médicaux israéliens entretiennent une

collaboration naturelle, estime Philippe Halban, professeur au Département de médecine génétique et développement. Selon lui, ses collègues de l'Etat hébreu sont «particulièrement forts» dans la recherche sur cette maladie. Et comme les chercheurs genevois possèdent eux aussi une bonne réputation, le rapprochement était inévitable. Aujourd'hui, Philippe Halban fait même partie du Conseil d'administration d'une fondation, D-Cure, qui distribue des fonds aux centres médicaux universitaires israéliens pour favoriser la recherche sur le diabète.

Le professeur genevois se rend sur place au moins une fois par année. Pleinement satisfait par la qualité scientifique de la collaboration, il observe également les répercussions de la situation politique de la région sur le travail de ses collègues. «Les Israéliens avec lesquels je collabore sont tous très ouverts et politiquement impliqués,



Ramallah, 1979

précise-t-il. Le diabète est un problème très grave dans les Territoires occupés. Nombre de Palestiniens sont d'ailleurs soignés dans des cliniques israéliennes. C'est un fait connu que les académiques sont de tendance libérale. Et même s'ils militent pour que leur pays soit protégé et conserve son intégrité, ils manifestent une grande empathie pour leurs voisins moins bien lotis. Et ils agissent en conséquence.» ■

Apprendre dans l'œil du cyclone

Auteur d'une thèse sur les prémices des Accords d'Oslo à l'Institut de hautes études internationales, Pascal de Crousaz compte parmi les meilleurs spécialistes romands du Proche-Orient. Portrait

La passion l'a saisi très tôt. Dès avant l'obtention de sa maturité, Pascal de Crousaz sait que son avenir passera par le Proche-Orient. Captivé par l'histoire de la région, il dévore tout ce qu'il trouve sur les campagnes africaines de la Seconde Guerre mondiale avant de se pencher sur le conflit israélo-palestinien. «Ce qui me gênait dans des épisodes comme la bataille d'El-Alamein par exemple, c'est qu'il s'agit d'une histoire terminée, explique-t-il. Du point de vue intellectuel, tout a été dit et écrit. Il n'y a rien à ajouter.» Ce qui n'est à l'évidence pas vrai dans le cas d'Israël et de la Palestine, sujet auquel Pascal de Crousaz a consacré une

thèse de 780 pages au sein de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève (IUHEI). Un travail qui s'efforce d'expliquer comment les Accords d'Oslo ont été possibles et qui a fait du jeune homme, également détenteur d'un diplôme d'études supérieures acquises à Genève et d'une formation de troisième cycle en HEC à Lausanne, un spécialiste reconnu du conflit.

Le moteur de ce parcours mené tambour battant? La curiosité, le désir de comprendre et une infaillible résolution. La voie choisie, en effet, n'est pas des plus faciles. Après une initiation à l'hébreu, encouragé par l'historien et ancien ▶



Birzeit, 1984

laire jusque tard dans la nuit. Mais le jeu en vaut la chandelle. En quelques mois, Pascal de Crousaz est à même de régater avec ses camarades. *«Chaque communauté voulait prouver au travers de ses résultats académiques qu'elle jouissait d'une sorte de supériorité intellectuelle justifiant ses prétentions politiques, explique le jeune homme. Cela m'a obligé à m'interroger sur mon identité et mes valeurs. Peu à peu, je me suis laissé prendre au jeu: je voulais montrer aux uns comme aux autres que l'Européen que j'étais n'était pas en reste.»*

Gérer la souffrance

Demeure la violence. Quotidienne, arbitraire, injuste, mais avec laquelle il faut apprendre à composer depuis l'éclatement de la première Intifada, quelques mois après l'arrivée de Pascal de Crousaz sur place. *«Je me rendais compte que les membres des deux camps compensaient leur souffrance par un surcroît de haine à l'égard de l'adversaire, chose que je ne pouvais pas faire. Je restais donc avec ma douleur sur les bras, sans pouvoir la transcender par la haine. En tant que Suisse, n'ayant même pas fait mon service militaire, je n'étais pas du tout préparé à cela.»*

Plongé dans un contexte de guerre larvée, Pascal de Crousaz n'a pourtant jamais craint pour sa sécurité. Ainsi, le jour où, pour une recherche sur l'architecture mamelouke, il s'est enfilé dans une ruelle de Jérusalem-Est qui servait de terrain d'entraînement à de jeunes lanceurs de pierres palestiniens, ceux-ci l'ont gentiment prié de s'écarter de quelques mètres, histoire d'éviter un mauvais coup. *«Ce sont surtout mes parents qui avaient peur, explique-t-il. Pour les gens sur place, la vie semblait presque normale. Et, malgré des débats parfois acharnés, la cohabitation a toujours semblé possible sur le campus, chose qui n'est plus forcément vraie aujourd'hui.»* ■

Pascal de Crousaz: «La voie vers Oslo: Gouvernants, sociétés civiles et début de résolution du conflit israélo-arabe, 1987-1993»

conseiller fédéral Georges-André Chevallaz, Pascal de Crousaz saute le pas en avril 1987 pour entamer une licence en histoire du Moyen-Orient à Haïfa, la seule université du Proche-Orient où Juifs et Palestiniens étudient côte à côte. *«Je voulais m'expliquer pourquoi ce conflit, qui repose sur un problème de partage de territoire relativement simple en apparence, est devenu si complexe et a pu se pérenniser de la sorte. Pour cela, il fallait que je saisisse les motivations des deux parties concernées.»* Forte d'une longue tradition d'ouverture, animée par un courant de «nouveaux historiens» – dont certains seront d'ailleurs à l'origine des Accords d'Oslo

– l'Université d'Haïfa s'avère le cadre idéal. *«L'étonnante correspondance entre savoir théorique et réalité quotidienne avait quelque chose de fascinant, raconte Pascal de Crousaz. Je garde par exemple le souvenir d'un professeur interrompu durant un cours sur la stratégie militaire d'Israël au Liban par des bombardiers qui survolaient le mont Carmel afin d'aller pilonner les positions du Hezbollah.»*

Seul bémol: les cours sont en hébreu et il est également nécessaire de maîtriser l'arabe pour avoir accès aux sources. Les premières semaines sont donc pénibles. Après les cours du matin, le jeune exilé reprend ses notes et potasse son vocabu-

Des Genevois au chevet de la Palestine

L'IUED réalise des sondages très rapprochés pour cerner les besoins des populations des Territoires occupés et de suivre l'évolution de leurs conditions de vie. Le huitième rapport vient d'être publié

Un sondage tous les six mois. Depuis 2001 et le début de la seconde Intifada, l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) suit de près l'évolution des conditions de vie des Palestiniens des Territoires occupés et s'enquiert de leur point de vue sur l'aide humanitaire qui leur est destinée. Semestre après semestre, des enquêteurs palestiniens circulent auprès d'environ 1500 familles habitant la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Une centaine de questions mises au point par les chercheurs genevois s'efforcent de cerner la situation de cette population en termes d'emploi, de pauvreté, d'alimentation,

sondent ainsi la perception qu'ont les Palestiniens de l'accord de Genève. Une opinion assez hostile, mais qui se comprend par le fait que cet accord renonce au droit au retour des réfugiés en échange du choix de Jérusalem comme capitale d'un futur Etat palestinien. Quant aux autres questions, la majorité en fait, elles restent identiques d'une fois à l'autre. Cela permet une analyse de la situation sur la durée. Résultat: une masse de données qui s'accumulent et qui font des Palestiniens la population en situation de conflit la plus suivie et étudiée de l'histoire.

Le principal intérêt du travail est immédiat. Le Programme alimentaire mondial de l'ONU, l'un des bailleurs de fonds de l'opération, se sert fréquemment de ces résultats pour agir sur le terrain, tout comme la Division du développement et de la coopération (DDC). Ainsi, après la réoccupation des villes palestiniennes en 2002 par

l'armée israélienne, les rapports de l'IUED ont permis d'harmoniser l'aide alimentaire internationale avec la production locale en nourriture afin d'éviter de tuer le commerce local. Plus largement, l'expression des populations en temps réel permet une meilleure planification de l'aide humanitaire. «L'autre intérêt de cette base de données est de disposer d'informations qui faciliteront grandement la reconstruction du pays lorsque la paix sera enfin revenue», précise Riccardo Bocco.

L'origine de cette étude très intensive – qui mobilise une équipe internationale* – provient d'une discussion entre l'IUED et la DDC en novembre 2000, juste après le début de la seconde Intifada. Il est alors apparu nécessaire de mettre au point un outil permettant d'optimiser l'aide au développement et humanitaire dans cette région. C'est comme cela qu'est venue l'idée de réaliser des sondages directement auprès des populations concernées. «C'est une démarche unique à ma connaissance, estime Luigi de Martino, chargé de programme à l'Unité recherche Palestine de l'IUED. Surtout sur une aussi longue durée.» Par la suite, un certain nombre d'organisations internationales et d'ONG locales ont été intégrées dans le projet afin d'aider au financement. A l'occasion de la sortie du septième rapport – un livre de 350 pages publié en décembre 2004 à Jérusalem –, l'ensemble du travail effectué jusqu'à aujourd'hui a été gravé sur un CD-Rom et publié sur Internet** afin de rendre la base de données accessible à toute la communauté scientifique. Deux autres sondages seront encore effectués avant la fin de l'année. Par la suite, il est prévu de transférer les compétences afin de passer le flambeau aux chercheurs palestiniens. A terme, l'IUED devrait se retirer du projet et ne conserver qu'un rôle de contrôleur de qualité. ■

* Matthias Brunner, chargé d'enseignement au Département de sciences politiques, Jalal Hussein, politologue suisse et palestinien, chercheur IUED basé à Amman, Isabelle Daneels, politologue belge, chercheuse IUED basée à Ramallah, Frédéric Lapeyre, français, professeur d'économie à l'Université de Louvain-la-Neuve; Jamil Rabah, sociologue palestinien, chercheur IUED, basé à Ramallah.

** www.unige.ch/iued/palestine

Les Palestiniens forment la population en conflit la plus suivie et étudiée de l'histoire

d'accès à la santé et à la formation, sans oublier la condition des femmes, des enfants et des réfugiés. Après chaque enquête, un rapport est rédigé sous la direction de Riccardo Bocco, professeur en sociologie politique à l'IUED. Le huitième d'une série qui devrait en compter dix vient de paraître en février.

«Dans chaque enquête, une partie des questions approfondit un ou plusieurs aspects particuliers ou un fait d'actualité», explique le chercheur genevois. Dans la huitième édition, quelques questions